



19 juin 2018

Communiqué de presse

France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand

De Paris à Cayenne : les opposants mobilisés pour obtenir l'abandon du projet Montagne d'or

Samedi 16 juin, deux manifestations miroirs ont eu lieu, à Paris, place de la République et à Cayenne en Guyane pour réclamer l'abandon du projet Montagne d'or. Dernière ligne droite avant la clôture du débat public, le 7 juillet prochain : les organisations, collectifs et citoyens opposés à l'exploitation d'une mine industrielle à ciel ouvert au cœur de l'Amazonie française entendent bien obtenir gain de cause auprès des décideurs publics.

Rassemblées place de la République, les organisations ont tenu à lancer un appel face aux dangers que représente le projet Montagne d'or. Alors que la France a accueilli la COP 21 et a présenté à plus de 190 pays l'Accord de Paris pour lutter contre le changement climatique, *"il est hors de question de détruire la seule forêt amazonienne d'Europe et de donner le mauvais exemple au monde entier"* souligne Patrick Monier, porte-parole du collectif Or de question. *"Nous tenons à apporter notre soutien à cette lutte, pour combattre ce projet qui appartient au passé et pour protéger l'immense richesse biologique de l'Amazonie et les droits des Peuples Autochtones"* précise Marine Calmet de l'association Nature Rights.

Les opposants dénoncent un projet mortifère qui viole les droits des populations locales et des Peuples Autochtones

"Nous sommes là pour rendre hommage aux Peuples Autochtones et à leur résistance car les six nations amérindiennes de Guyane, survivantes du génocide, de la colonisation et des politiques d'assimilation successives, sont bien déterminées à ne pas laisser passer ce projet, véritable bombe à retardement pour les générations futures." affirme Edith Patrouilleau, du CSIA-Nitassinan. Pour Marion Veber, chargée du programme Droits des peuples à la Fondation Danielle Mitterrand - France Libertés, *"Il y a encore un travail immense pour que la France respecte les droits des Peuples Autochtones. Le droit au consentement préalable, libre et éclairé des Peuples Autochtones de Guyane n'est pas respecté alors qu'il s'agit d'un projet qui les concerne directement !"*

"Ce projet impacte directement les droits humains, en condamnant l'avenir des générations futures et la possibilité d'une vie digne pour nos enfants" précise Ludovic Pierre, membre de la Jeunesse Autochtone de Guyane. Pour Gert Peter Bruch de l'association Planète Amazone et membre de l'Alliance des Gardiens de Mère Nature *"voici la poursuite du colonialisme dans sa forme la plus destructrice, encore une fois sous couvert de progrès : la France "une et indivisible" refuse de reconnaître les Peuples Autochtones et le droit à préserver leur territoire traditionnel en Guyane. La forêt qu'ils protègent est sacrée, pour eux et pour*

l'humanité entière. Voilà pourquoi des autochtones du monde entier s'unissent déjà contre le projet Montagne d'or".

Un projet catastrophique pour l'environnement et pour l'économie

Pour l'association ISF SystExt *"Les caractéristiques du gisement Montagne d'Or font craindre des risques importants de drainage minier acide impactant l'environnement et les réseaux hydrographiques locaux. Par ailleurs plus de 90% de l'or extrait dans le monde sert soit à la bijouterie, soit aux produits financiers : la vérité c'est donc que l'or ne représente pas un véritable besoin industriel ou économique".*

"Ce projet nie le droit pour les gens d'exister dans leur propre environnement, en leur imposant un modèle de développement et une société qui n'est pas la leur" dénonce Dominique Guibert, secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme.

On veut nous faire croire qu'il s'agit d'un projet qui va créer de l'emploi, mais il faut bien être conscient qu'il s'agit d'un projet à très court terme, qui créera uniquement des emplois précaires amenés à disparaître rapidement. Si on intégrant les externalités négatives de ce projet, sur l'environnement, sur les droits et sur l'économie, il ne serait d'ailleurs pas viable.

Au regard des enjeux, les opposants en appellent aux pouvoirs publics et réclament l'abandon total et immédiat du projet Montagne d'or.

--- [Dossier photos](#) ----

[France Libertés](#) - [Fondation Danielle Mitterrand](#) -. Créée par Danielle Mitterrand en 1986, France Libertés est une fondation reconnue d'utilité publique à but non lucratif. Elle a pour mission de défendre les droits humains et les biens communs du vivant.

[Or de question](#) est un collectif citoyen opposé aux projets industriels d'exploitation minière, apolitique et non violent, représentant 25 organisations guyanaises avec un même objectif, à savoir, s'opposer à l'implantation de la méga-industrie minière internationale en Guyane.

[Nature Rights](#). Depuis 2009, Nature Rights s'engage à promouvoir les Droits de la Nature à travers des initiatives visant à reconnaître ces droits, les principes qui s'y rattachent et la jurisprudence environnementale. L'association est membre de l'Alliance globale pour les droits de la nature

La [Ligue française de défense des droits de l'Homme](#), « LDH », regroupe les femmes et les hommes de tous horizons et toutes conditions, qui choisissent librement de s'associer afin de réfléchir, discuter, agir pour la défense des droits et libertés, de toutes et de tous. Elle intervient sur l'ensemble du territoire à travers ses sections locales et ses groupes de travail. En Guyane, elle est représentée par sa section locale de Cayenne qui travaille en lien étroit avec le Groupe de travail Outre-mers.

[Planète Amazone](#) a pour objet principal le soutien aux Peuples Autochtones dans leur combat pour la préservation de la planète et la reconnaissance des Droits de la Nature.

[Ingénieurs sans frontières - Systèmes Extractifs et Environnements - ISF SystExt](#) regroupe divers professionnels ayant un intérêt commun pour les systèmes extractifs, en particulier miniers, et des compétences pour s'approprier les problématiques associées à ces activités. Nous concentrons nos activités sur la question des systèmes extractifs miniers et leurs impacts humains, sanitaires, sociaux et environnementaux.

[CSIA-Nitassinan](#) (Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques), fondé en 1978, a pour mission d'appuyer les peuples autochtones des Amériques dans leur combat pour l'autodétermination et le respect de leurs droits politico-économiques, socioculturels et territoriaux.

Le mouvement [Jeunesse Autochtone de Guyane](#) (JAG) est un réseau de jeunes militants issus des six nations autochtones, présente en Guyane Française et dans l'Hexagone. Elle est engagée dans la lutte pour la reconnaissance des droits des peuples autochtones à l'échelle régionale, nationale et internationale. Mouvement, réseaux, association, la jeunesse autochtone s'exprime sous différentes formes. Désignée pour représenter les associations amérindiennes au sein du Grand Conseil Coutumier.